

Une politique institutionnelle de gestion et d'évaluation de programme (PIGEP) respectueuse de notre convention

1. Elle implique une structure pas trop lourde au risque de créer un surplus de tâche pour les enseignantes et les enseignants qui y participent, à défaut elle leur accorde des libérations le cas échéant.
 - Elle est trop lourde si elle veut évaluer les programmes continuellement.
 - Elle est trop lourde si elle veut évaluer tous les aspects d'un programme en même temps.
 - Idéalement, on vise un cycle sur 5 ans.
2. Une structure qui ne « dépossède » pas le département ni le comité de programme de ses responsabilités.
 - Elle place le département au cœur de la démarche.
3. Elle s'inscrit dans le respect de l'autonomie collective des départements, de l'autonomie professionnelle des enseignantes et des enseignants et la diversité des approches pédagogiques.
4. Elle développe une vision qualitative de la qualité des programmes.
5. Elle ne réfère pas à la CEEC.
6. Elle n'ajoute ni ne retire de rôles déjà prévus à la convention collective en ce qui concerne notamment le département ou le comité de programme, et ce, pour chacune des étapes.
7. Elle s'assure que les consultations en comité de programme sont en lien avec celle du département.
8. Elle reconnaît qu'il n'y a pas de comité de programme dans le cas d'AEC et si elle en prévoit, il faut des ressources pour le créer.

Principales clauses concernées :

- 2-2.08
- 2-2.09
- 2-13
- 2-15
- 4-1
- 8-4.01